

*Intervention d'Eliane Assassi (PCF) – 8 février Charonne*

Mes chers camarades,

Chers amis,

C'est un grand honneur pour moi d'être présente à vos côtés, au nom du PCF et de ses élus, en ce 8 février pour rendre hommage aux neufs de Charonne, à leur mémoire et à leurs idéaux.

Leurs idéaux restent les nôtres. Leur combat demeure intact.

Ils ont payé de leur vie leur engagement pour la paix et la liberté du peuple Algérien, comme tant d'autres avant, dans cette période qui encore aujourd'hui déshonore notre pays.

Avant Charonne, les manifestations, toutes interdites par le pouvoir ont été marquées par d'incroyables violences dont ont été victimes des centaines de manifestants.

Celle du 17 octobre 1961, trop longtemps occultée par l'histoire officielle a causé la mort de dizaines de manifestants et blessé des milliers d'autres.

S'en suivent d'autres manifestations d'autant que l'OAS multiplie les attentats dont celui du 7 février 1962 destiné à assassiner André Malraux mais qui blessera très grièvement la jeune Delphine Renard qui en perdra, à jamais, la vue.

En riposte, la CGT, la CFTC, le SNI Seine et Oise, l'UNEF soutenus par des forces politiques de gauche dont le PCF et le PSU appellent à une manifestation qui sera, elle aussi frappée d'interdiction.

Cette manifestation rassemble en quelque sorte toutes les colères, toutes les souffrances des années passées notamment contre le pouvoir français et contre l'OAS mais aussi pour l'indépendance de l'Algérie, pour la liberté, pour la démocratie et pour la Paix. L'attentat du 7 février a eu l'effet de la goutte d'eau.

Le 8 février, ils sont nombreux à descendre dans la rue, pacifistes malgré les provocations répétées des forces de police qui ont reçu le mot d'ordre de fermeté et qui, en début de soirée, chargeront la foule alors que la manifestation doit se disperser.

Boulevard Voltaire, les manifestants croient échapper aux coups en descendant dans le métro Charonne, mais les grilles sont fermées. Les policiers s'acharnent sur les militants compressés dans les escaliers du métro.

Jean-Pierre, Fanny, Daniel, Anne-Claude, Edouard, Suzanne, Hippolyte, Maurice et Raymond ne s'en relèveront jamais et permettez-moi d'avoir une pensée toute particulière pour le plus jeune d'entre eux, Daniel Fery, qui habitait Drancy, la même ville que moi et dont la mémoire est honorée ce matin même par mes camarades dans rue où il habitait avec ces parents ; rue qui porte son nom depuis des années.

Daniel, ce jeune communise, a dû chanter comme nous serons nombreux à la chanter ensuite ces quelques phrases de *La Jeune Garde*:

« Nous combattons pour la bonne cause,

Pour délivrer le genre humain,

Tant pis si notre sang arrose,

Les pavés sur notre chemin. »

Syndicalistes de la CGT, communistes, ils n'ont opposé que leur humanité aux matraques des policiers.

Charonne est un stigmaté des dérives d'un Etat colonial perdu, d'un état qui a laissé une frange autoritaire sombrer dans la folie et la violence.

Un million d'Algériens, des centaines de milliers de Français ont payé ce colonialisme acculé.

La manifestation du 13 février 1962 à l'appel des syndicats rassemble plus d'un million de personnes en mémoire des morts et des blessés de Charonne mais aussi pour dire leur condamnation des actes de terrorisme de l'OAS et leur aspiration à la Paix des deux côtés des rives de la méditerranée.

Commémorer Charonne, se souvenir a été interdit durant des décennies ; ce n'est qu'en 1982 que cette interdiction fut levée soit 20 ans après... Mais 58 ans après, n'oublions pas que des zones d'ombre comme des interrogations persistent encore aujourd'hui.

Charonne, épilogue de 8 années de guerre qui en refusait jusqu'au nom et le 19 mars, enfin, le 19 mars l'Algérie n'était plus française et pouvait tracer le chemin de son indépendance.

Avant de manifester ce 8 février, Anne-Claude Godeau écrit : « Ce soir je vais à une manifestation à la Bastille, encore interdite ; je me mettrai en tenue sport et, en tournant et retournant par les petites rues, je parviendrai bien à rejoindre un groupe. »

Ces mots se sauraient être plus actuels.

Les matraques demeurent dans nos rues, accompagnées de grenades, et de lanceurs de balles de défense qui mutilent régulièrement. Ressurgissent alors des pratiques intolérables, inacceptables pour un état de droit.

Les syndicalistes sont toujours cet ennemi intérieur dont il faut venir à bout. Comme toutes celles et ceux qui sont dehors, qui sont debout, qui disent « non ».

Les alliés de l'ordre établi ne s'y trompent pas : il y a quelques mois, une loi « anticasseurs », cette semaine la droite sénatoriale a adopté une proposition de loi remettant en cause le droit de grève dans les transports. C'est de l'acharnement contre les droits fondamentaux dont celui de manifester et celui de faire grève.

Les lois liberticides s'enchaînent faisant de toutes et tous des coupables. Coupables les personnels RATP et SNCF de prendre en otage les usagers, coupables les professeurs de refuser une éducation d'un autre âge, coupables tous les fonctionnaires de rejeter le démembrement des services publics.

Et nous devenons toutes et tous coupables ; coupables de vouloir une vie meilleure pour nous et les générations à venir.

Les « classes dangereuses », comme les puissants aiment les appeler, refusent encore et toujours de courber l'échine. Alors on envoie la police, on ordonne à la violence de répondre aux revendications populaires. Devant les dépôts de bus, dans les manifestations, devant nos écoles, aux portes des raffineries.

L'appel des familles, pour que cessent les violences policières, publié dans *l'Humanité* du vendredi 31 janvier est éloquent : « La vérité, la justice et la paix, c'est aussi ce que nous demandons. » L'année dernière, 26 personnes ont perdu la vie après une intervention policière ; et depuis novembre 2018, 25 autres ont perdu un œil et plusieurs leurs mains déchiquetées.

La vérité, la justice, la paix : c'est toujours ce que nous voulons.

Triste répétition d'un pouvoir aux abois, qui pousse le Ministre de l'Intérieur à exhorter les français à ne pas manifester en ces termes : « Ne participez pas à ces attaques de factieux. », reprenant ainsi un vocabulaire que d'autres utilisaient il y a des années.

Epoques différentes, même réponse. Car cette réponse, cette violence, est politique. Elle représente la dernière réaction de sauvegarde des intérêts du capital, celui qui n'a ni patrie, ni corps, ni courage.

Nous ne devons pas oublier le racisme et ses crimes. Car cette violence d'Etat commence toujours sur les autres, ceux dont on se soucie moins. Hier les Algériens précipités dans la Seine, aujourd'hui les banlieusards, les gilets jaunes payent avec leurs corps. Depuis la loi « Asile et Immigration » du Gouvernement Macron, le droit du sol n'existe plus à Mayotte, une mesure inique totalement passée sous les radars de l'actualité.

Les appétits impérialistes ne faiblissent pas malgré la décolonisation car les enjeux économiques persistent, peut-être même plus intensément. « La politique coloniale est fille de la politique industrielle » disait Ferry – colonialiste convaincu, or elle est plus vivante que jamais.

Combien de pays ravagés avec nos armes pour une soi-disant liberté, jetant sur les routes du monde des femmes et des hommes que nous traitons en rebuts ici ? Combien de peuples morcelés – Palestiniens, Kurdes – dont l'existence constitue une arme de négociation géopolitique ?

Franz Fanon remarquait que les régimes coloniaux étaient par nature violents : « Violence dans le comportement quotidien, violence à l'égard du passé qui est vidé de toute substance, violence vis-vis de l'avenir. » Nous n'en sommes pas encore débarrassés.

Dans le même temps, nos institutions subissent une déstabilisation sans précédent.

Là où l'autodétermination des peuples et l'indépendance étaient des obstacles à l'impérialisme, les contestations sociales actuelles sont encore un obstacle aux projets capitalistes. Notre exigence de paix, de coopération nouvelle entre les peuples est un rempart à la barbarie.

Se souvenir de Charonne, c'est tout cela également, il ne s'agit pas d'un chapitre éloigné de notre histoire commune mais d'un jalon de ce que nous construisons ensemble aujourd'hui.

Nous devons nous souvenir des 9 de Charonne pour toutes celles et ceux dont les noms et les visages ont été oubliés.

Il nous faut nous souvenir de Charonne comme d'une part de notre patrimoine commun, syndicalistes, militants politiques et associatifs ; Français et Algériens.

Grâce à eux, nous avons encore un monde à gagner.